

En r'vnant d'la manif

Colères

janvier 1980

Après les deux manifestations pour l'avortement, organisées nationalement que peut-on dire ?

Le 6 octobre, le mouvement des femmes a prouvé sa capacité d'organiser une manifestation qui attira 40 000 personnes dont essentiellement des femmes. De nombreuses femmes inorganisées participèrent se sentant directement concernées par ce problème. Mais cela est-il dû uniquement à la force du mouvement des femmes ? Or ce type de mobilisation a été possible parce que le contexte social s'y prêtait. Mais ceci malheureusement ne prouve en rien le dynamisme du mouvement des femmes qui à l'heure actuelle, à part pouvoir appeler sur ce type précis de mot d'ordre, ne peut rien faire d'autre faute de coordination et peut-être aussi faute d'analyse politique un peu plus subversive.

Le 25 Novembre, les femmes des organisations, les collectifs hommes et femmes, sections locales syndicales, des organisations politiques se retrouvent dans la rue. Une manifestation un peu plus triste que la 1ère, plus encadrée, service d'ordre casqué, se tenant devant, les groupes politiques se tenant en chaîne, impressionnant et ridicule.

Quant au style de slogan "unité PS-PC" qu'est-ce que ça fout là ? M'enfin quand on sort avec les orgas, faut bien s'attendre à cela... Dans cette dernière on a pu constater qu'il y avait plus d'hommes que de femmes, mais où étaient donc les femmes du 6 Octobre ? Par la composition différente des 2 manifestations, les femmes ont exprimé leur désir d'autonomie et qu'elles ne sont pas d'accord pour toute cette magouille de récupération que des organisations politiques ou syndicales ont improvisées assez rapidement devant l'ampleur des intérêts. Si pour nous la contraception et l'avortement est un problème qui doit être pris en charge par les hommes et les femmes, il n'en est pas moins qu'on refuse cette forme de récupération et qu'on tienne à notre autonomie.

L'Etat ne pouvait refuser cette loi (les démonstrations de rue ont peut-être eu quelques influences), aussi elle reste telle quelle, sans aucun amendement, avec toutes ses insuffisances.

Mais là encore l'Etat marque sa force, cf J. Barrot Ministre de la santé : "les contrôles seront renforcés car le gouvernement a la volonté et les moyens de maîtriser la situation en matière d'avortement". La preuve en est que déjà des cliniques ont été fermées pour avoir pratiquées des avortements au delà des délais prévus par la loi et à des étrangères. Donc la loi, définie clairement dans ses limites, peut servir de moyen de repression.

Mais le contrôle que permet cette loi, n'est pas son seul aspect. Les femmes ne pourront avorter que dans une structure mise en place par l'Etat, avec tout le système "assistanat" que cela sous entend. La femme sera traitée comme n'importe quel malade, sous la tutelle de l'Institution médicale, sans aucune possibilité de prise en charge avec d'autres femmes, comme cela est ou serait possible dans des groupes (type MLAC) où les discussions, l'amitié, les problèmes individuels sont abordés, et où la femme n'est plus une malade mais un être humain. Sans oublier les problèmes de culpabilisation lorsqu'on va dans l'hôpital.

Donc au lendemain de cette loi, non seulement les mêmes problèmes se reposent, à savoir le manque d'IVG, manque d'information et aussi de recherche sur la contraception, mais aussi la menace que l'Etat va se servir de cette loi pour réprimer.

Parallèlement à la discussion sur cette loi, on voit se développer une politique nataliste digne de l'après-guerre, avec tout l'arsenal possible pour revaloriser cette sacro sainte famille : 1 million pour le 3ème enfant, plus de congés de maternité, possibilité d'aménagement du temps de travail pour les femmes-mères, sans parler de la culpabilisation pour les femmes qui travaillent par rapport au chômage.

N'a-t-on pas entendu au Sénat "Les femmes au lit plutôt qu'au travail". Ces dernières offensives prouvent au moins clairement qu'on veut absolument reléguer les femmes à leur rôle de reproductrices exclusivement.

Mesdames à vos utérus ! De qui se moque t-on ? Méfions nous que cette fameuse loi sur l'avortement on nous la fasse payer bien chère ! L'Etat a bien essayé de prouver que l'avortement était l'une des causes de la baisse de la natalité. Mais là encore laissez nous rire ! Qu'est-ce que cela signifie ? Dans la situation économique actuelle, on choisit les enfants que l'on désire et que l'on peut élever, avortement ou pas, la réalité économique et sociale crée ses propres limites.



*Bibliothèque
anarchiste*

Colères
En r'vnant d'la manif
janvier 1980

extrait le 4 octobre 2026 d'*Archives autonomies*

bibliotheque-anarchiste.com